



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 14 décembre 2020

Extrait de la délibération affiché le **21 décembre 2020**.

L'an deux mille vingt, le **quatorze décembre** à **dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 8 décembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Aurélien **LECACHEUR**, Aliké **PERENDOUKOU**, Arnaud **LECLERRE**, Nicole **LANGLOIS**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE** (présent à partir de la délibération n°3 – D.204).

Excusés ayant donné pouvoir

Christel **BOUBERT** donne pouvoir à Yannick **LE COQ**
Patrick **DENISE** donne pouvoir à Sylvain **CORNETTE**
Isabelle **NOTHEAUX** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Nicolas **BERTIN** donne pouvoir à Aurélien **LECACHEUR**
Isabelle **CREVEL** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Thierry **GOUMENT** donne pouvoir à Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**
Jean-Luc **HEBERT** donne pouvoir à Éric **LE FEVRE**
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Agnès **SIBILLE**
Catherine **OMONT** donne pouvoir à Pascale **GALAIS**
Virginie **VANDAELE** donne pouvoir à Damien **GUILLARD**
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Edith **LEROUX**
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Arnaud **LECLERRE**
Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 14 décembre 2020

2020.12/217

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – DEROGATIONS MUNICIPALES AU PRINCIPE DE REPOS DOMINICAL DES SALARIES – ANNEE 2021 - AVIS

Mme Pascale GALAIS Adjointe au Maire, présente le principe des dérogations municipales au repos dominical qui a été établi pour permettre aux branches commerciales concernées d'exercer leur activité exceptionnellement les dimanches de forte activité commerciale. L'article L. 3132-26 du code du travail donne compétence au Maire pour accorder, par arrêté municipal avant le 31 décembre, pour l'année suivante, aux établissements de commerce de détail, où le repos a lieu normalement le dimanche, jusqu'à 12 dérogations par année civile au repos dominical contre 9 en 2015 et 5 auparavant. Cette augmentation résulte de la loi du 6 août 2015 relative à la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron.

Conformément aux articles L.3132-26 et R.3132-21 du code du travail, l'arrêté municipal accordant une telle dérogation au repos dominical doit être pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressées et du conseil municipal. Au-delà de 5 dimanches concernés, la décision du Maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI dont la commune est membre.

Les demandes formulées, au titre de l'année 2021, sont les suivantes :

- L'enseigne « Décathlon » souhaite obtenir cette autorisation pour 5 dimanches soit les dimanches 10 janvier, 27 juin, et 5, 12, 19 décembre 2021 ;
- L'enseigne « Maisons du Monde » souhaite obtenir cette autorisation pour 10 dimanches soit les dimanches 10 janvier, 27 juin, 7, 14, 21 et 28 novembre et 5, 12, 19, 26 décembre 2021 ;
- L'enseigne « Norauto » a demandé quant à elle une autorisation de dérogation pour 7 dimanches, soit les dimanches 4, 11, 18 et 25 juillet 2021 ainsi que le 5, 12 et 19 décembre 2021 ;
- L'enseigne de surgelés « Picard » souhaite également obtenir cette autorisation pour 4 dimanches soit les dimanches 5, 12, 19, 26 décembre 2021 ;
- L'enseigne de « Darty » souhaite obtenir cette autorisation pour 9 dimanches soit les dimanches 10 janvier, 23 mai, 27 juin, 5 et 12 septembre, 28 novembre, 5, 12 et 19 décembre 2021 ;
- L'enseigne de « Boulanger » souhaite obtenir cette autorisation pour 5 dimanches soit les dimanches 10 janvier, 28 novembre, 5, 12, 19 décembre 2021 ;
- L'enseigne « REAUTE CHOCOLAT » souhaite obtenir cette autorisation pour 3 dimanches, soit les dimanches 5, 12 et 19 décembre 2021
- L'enseigne « L'INCROYABLE » souhaite obtenir cette autorisation pour 12 dimanches, soit les dimanches 3, 10, 17, 24 et 31 octobre 2021 - 7, 14, 21 et 28 novembre 2021 - 5, 12 et 19 décembre 2021

Les organisations syndicales d'employeurs et de salariés intéressées ont été consultées par courrier en date du 9 septembre 2020. La FEH (Fédération des Enseignes de l'Habillement) a donné un avis favorable. Les syndicats FO et FDCF (Fédération Nationale des détaillants en Chaussures de France) ont donné un avis défavorable. Les syndicats CFE-CGC, CFDT, CGT, CFTC,) n'ont pas répondu.

Le conseil communautaire de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole dans sa séance du 1^{er} octobre 2020 a émis un avis favorable suite au courrier de saisine envoyé par Monsieur le Maire le 6 août 2020. Il a été accepté les propositions suivantes d'ouverture pour 6 (six) dimanches en 2021 :

- 10 janvier 2021
- 27 juin 2021
- 28 novembre 2021
- 5, 12 et 19 décembre 2021

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le Code du travail, notamment ses articles L.3132-25, L.3132-26 à L.3132-27-1 et R.3132-21 ;

VU la Loi n° 2015-990 du 6 août 2015, et notamment son article 250 ;

VU la consultation des organisations d'employeurs et d'employés intéressées en date 9 septembre 2020 ;

VU la délibération n°20200247 du conseil communautaire de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole du 1^{er} octobre 2020 rendant un avis favorable aux dates retenues pour déroger au repos dominical dans les commerces de détail de la ville de Montivilliers.

CONSIDERANT

- Que le Maire peut accorder des dérogations au principe du repos hebdomadaire dominical dans la limite de 12 dimanches par an, par branche commerciale ; les demandes, individuelles de dérogation au repos dominical des salariés, présentées par des commerçants et les professionnels ;
- Que le conseil communautaire de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole a rendu un avis favorable aux dates présentées le 1^{er} octobre 2020 ;

Sa commission municipale n°6, Attractivité du territoire et urbanisme réunie le mercredi 9 décembre 2020, ayant été consultée ;

VU le rapport de Madame Pascale GALAIS, adjointe en charge de la Vie économique, des Commerces, de l'Attractivité du territoire et de l'Accès aux soins ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'émettre un avis favorable sur les dérogations au principe du repos hebdomadaire dominical des salariés pour l'ensemble des commerces de détail de la Ville aux dates suivantes : 10 janvier, 27 juin, 28 novembre et 5, 12 et 19 décembre 2021**

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.